

A Bruxelles, la fuite en avant de Puigdemont

De Barcelone à l'« exil » belge, récit de la disgrâce du président catalan, candidat aux élections du 21 décembre

MADRID - *correspondance*

Il a attendu que la nuit tombe, est sorti en secret, dans la voiture de sa femme, et a changé plusieurs fois de véhicule, sur la route de son « exil belge ». Lorsque Carles Puigdemont prend la route pour Marseille, tard dans la soirée du dimanche 29 octobre, il fait d'abord en sorte que les policiers qui protègent son domicile ne se doutent de rien. C'était il y a tout juste un mois, une éternité pour celui qui doit se présenter, lundi 4 décembre, au juge belge chargé de statuer sur son extradition vers l'Espagne.

Accompagné d'un Mosso d'Esquadra – un policier local – qui lui est resté fidèle, M. Puigdemont quitte ainsi sa terre natale de Gérone, la cité dont il fut le maire. Dans la soirée du 27 octobre, deux jours avant son départ en catimini, l'ancien président de la Catalogne a été destitué par Madrid, ainsi que tout son gouvernement, en réponse à l'indépendance de la « République catalane » votée au Parlement régional.

L'« exil » de Carles Puigdemont est d'abord une fuite : il sait que la justice espagnole ne va pas tarder à le convoquer, et probablement l'inculper. Le procureur général de l'Etat n'a cessé de le mettre en garde, par voie de presse, ces dernières semaines : en cas de déclaration unilatérale d'indépendance, sa plainte pour « rébellion » est prête. Un crime passible de trente ans de prison.

M. Puigdemont n'est pas seul. Un groupe de ministres régionaux destitués le suit dans une autre voiture. Arrivés à Marseille, ils prennent sans tarder un vol pour Bruxelles. L'idée d'un « gouvernement parallèle en exil » a certes été lancée plusieurs semaines auparavant, et son implantation au cœur de l'Union européenne (UE) a été envisagée, mais tout s'est précipité en quelques heures.

« Chacun a eu le choix de prendre

la décision personnelle de partir ou non », explique un proche de M. Puigdemont. « Ils avaient parlé de la possibilité de s'exiler, mais le jour J, ce fut un mouvement de panique, précise au Monde un responsable de la Gauche républicaine (ERC), sous couvert d'anonymat. Par peur des écoutes, les communications par téléphone portable étaient coupées. Rien n'a été organisé et la plupart d'entre nous ne savaient rien. »

Jouer la carte de l'ambiguïté

Depuis le 10 octobre, en réalité, rien ne se passe comme prévu, et, dans la plus grande improvisation, chaque pas en avant des indépendantistes est suivi d'un pas en arrière. Ce soir-là, au Parlement régional, l'ancien président catalan doit annoncer officiellement les résultats et tirer les conséquences du référendum d'indépendance illégal du 1^{er} octobre.

Mais M. Puigdemont tergiverse. Il ne souhaite pas proclamer l'indépendance comme il s'y est engagé. Contrairement aux pronostics des indépendantistes, Madrid refuse toujours toute négociation sur un référendum d'autodétermination légal, et l'UE, de marbre face aux images des violences policières le jour du vote, n'entend pas jouer les médiateurs. Pis, des centaines d'entreprises déménagent leur siège. Le 8 octobre, pour la première fois, une manifestation rassemble à Barcelone des centaines de milliers de personnes favorables à l'unité de l'Espagne.

M. Puigdemont sait qu'il n'a pas la force d'instaurer la République et que la justice espagnole l'attend au tournant. Mais ses partenaires de gouvernement font pression.

La porte-parole de sa coalition, Ensemble pour le oui, Marta Rovira, secrétaire générale d'ERC, menace de démissionner. Une heure avant le début de la session parlementaire,

la formation d'extrême gauche CUP (Candidature d'union populaire) s'insurge : pas question de renoncer à la proclamation de la République après avoir mobilisé des centaines de milliers de personnes le 1^{er} octobre, en leur faisant braver la police et la loi.

Le piège dressé par M. Puigdemont s'est refermé sur lui. Pour tenter d'en sortir, l'ex-journaliste joue la carte de l'ambiguïté face aux élus du Parlement. « J'assume le mandat pour que le peuple de Catalogne devienne un Etat indépendant sous forme de République », dit-il, avant de « suspendre les effets de la déclaration d'indépendance pour que, durant les prochaines semaines, nous entreprenions un dialogue » avec Madrid. Aux députés indépendantistes, il offre un geste symbolique : dans une salle de conférence du Parlement, tous signent une proclamation de la République sans valeur légale.

M. Puigdemont pense pouvoir forcer Madrid à négocier sous la menace de lever la suspension de l'indépendance. Il s'estime même capable de faire tomber le gouvernement de Mariano Rajoy. Mais la patience du dirigeant conservateur est à bout. Il demande au président catalan de clarifier qu'il n'a pas déclaré l'indépendance le 10 octobre, sous peine d'appliquer l'article 155 de la Constitution – il permet de mettre sous tutelle les régions rebelles.

« Puigdemont m'a dit qu'il ne supporterait pas de vivre dans un pays où il serait "le traître" »

M. Puigdemont veut éviter à la fois le confinement de Madrid

des institutions catalanes, et la déclaration d'indépendance qui ferait passer les délits des membres du gouvernement régional de la « simple » désobéissance, pour laquelle ils sont déjà mis en examen, à une possible « sédition ». Mais il ne veut pas perdre la face ni mettre en scène sa reddition, ou l'indépendantisme ne sortirait pas vivant des prochaines élections. Sa lettre de réponse est confuse. Madrid enclenche le « 155 ».

La médiation du « lehendakari »

Une course contre la montre s'engage alors pour empêcher la mise sous tutelle. Depuis juillet et à la demande du gouvernement régional catalan, le président (*lehendakari*) du Pays basque, Iñigo Urkullu, un nationaliste modéré, joue déjà les médiateurs entre Madrid et Barcelone, dans le plus grand secret. Son rôle devient clé.

Par le biais de M. Urkullu, Madrid envoie à M. Puigdemont un message : le gouvernement ne peut pas freiner le vote de l'article 155 au Sénat, mais si des élections régionales sont convoquées, son application sera suspendue. Impossible, en revanche, de garantir, comme le demande le président catalan, la fin des poursuites judiciaires engagées contre des dirigeants indépendantistes, lesquelles sont déjà entre les mains des juges.

Carles Puigdemont doute, une nouvelle fois. Il convoque des réunions, demande l'opinion de tous. Sous pression des milieux économiques et des dirigeants de son Parti démocrate européen catalan (PDeCAT), il est prêt à reculer pour éviter de mettre en péril l'autonomie catalane. Mais la plupart des dirigeants d'ERC ne sont pas d'accord, en particulier Marta Rovira, des larmes de colère dans les yeux, lors d'une réunion de dernière minute, dans la nuit du 25 au 26 octobre. Elle veut aller jusqu'au bout,

comme plusieurs ministres régionaux. Malgré tout, le 26 octobre, le président de la Catalogne a pris sa décision : il informe son homologue basque qu'il convoquera des élections anticipées, pour envoyer un signal d'apaisement à Madrid.

La conférence de presse est prévue à 13 heures. Le parti séparatiste CUP crie au scandale. Place Sant Jaume, devant le palais de la Généralité – le pouvoir catalan –, des manifestants dénoncent une trahison. Des membres du PDeCAT annoncent leur démission. Un député d'ERC, Gabriel Rufian, compare Carles Puigdemont à Judas : « 155 deniers d'argent », ironise-t-il sur Twitter. A la sortie du siège du PDeCAT, des députés sont insultés : « botifler » (« collaborateur ») ou « traître à la Catalogne », la pire insulte pour le président régional.

La conférence de presse est reportée d'une heure. Selon le directeur adjoint du quotidien *La Vanguardia*, Enric Juliana, M. Puigdemont envoie un message à M. Urkullu : « Il y a une rébellion parmi les nôtres. Je ne peux pas tenir. » A 17 heures, il prononce enfin son allocution : « Il n'y a aucune garantie qui justifie aujourd'hui la convocation d'élections. »

Que s'est-il passé ? « Nous n'avons pas eu la garantie que la mise sous tutelle serait suspendue », affirme un proche. « Puigdemont m'a dit qu'il ne supporterait pas de vivre dans un pays où il serait le "traître" », assure une amie. Pour le président du Parti nationaliste basque (PNV), Andoni Ortuzar, « il

avait besoin de certitudes, et au lieu de cela, il a reçu des critiques de là où il ne les attendait pas ».

« Les secteurs les plus radicaux ont rendu impossible la convocation d'élections », assure au Monde l'ancien ministre catalan aux entreprises, le modéré Santi Vila, qui a aussi participé à des négociations discrètes avec Madrid. « Il ne faut pas oublier que tout l'entourage personnel et émotionnel de Carles Puigdemont est indépendantiste », ajoute

« Nous avons assez de policiers. Nous pensons faire plonger la Bourse pour que Madrid et l'Europe réagissent »

UN RESPONSABLE DE L'ASSEMBLÉE CATALANE

l'homme qui a démissionné ce soir-là, et a ainsi pu échapper à la prison préventive.

Le lendemain, le Parlement catalan, à moitié vide, déserté par les partis non-indépendantistes en signe de protestation, vote à bulletin secret la déclaration d'indépendance dans une ambiance sinistre. Carles Puigdemont et Oriol Junqueras, son vice-président, ne s'adressent pas la parole. Puis rien n'est fait pour mettre en place la

République que les députés viennent de voter. Le conseil exécutif catalan ne signe pas le décret d'application de la « loi de transition juridique », la « mini-Constitution », comme il était prévu. Le drapeau espagnol n'est même pas retiré du siège de la Généralité devant lequel des indépendantistes euphoriques attendent un discours au balcon de leur « président de la République ». En vain.

« Nous avançons, même si c'est lent »

Au Parlement, les députés de la coalition Ensemble pour le oui sont confondus. « *Nous pensions qu'après avoir déclaré l'indépendance, la police viendrait nous arrêter et que nous nous enfermerions dans le Parlement* », reconnaît Joan Ramon Casals, député PDeCAT du Parlement dissous.

« *Le plan consistait à résister, assure un responsable de l'Assemblée nationale catalane (ANC), sous couvert d'anonymat. Nous avons suffisamment de Mossos de notre côté pour former un corps d'élite armé de 200 agents, et une réserve de 2 000 à 3 000 autres. Nous pensions faire plonger la Bourse et exploser les taux d'intérêt de la dette espagnole pour faire réagir l'Europe et Madrid. Et l'ANC pouvait compter sur 20 000 à 30 000 volontaires pour le mener à bien.* »

L'ex-président catalan ne veut pas provoquer un conflit qui pourrait dégénérer en violences.

Il décide de quitter Barcelone le soir même pour Gérone. Le lendemain, sur la télévision publique régionale TV3, il appelle de ses vœux une « *opposition démocratique* » à « *l'application de l'article 155* » de la Constitution espagnole, celui de la mise sous tutelle. Lui prépare ses bagages pour Bruxelles.

La Catalogne est passée, depuis, sous la tutelle de Madrid. Une partie de l'ancien gouvernement se trouve dans un lieu tenu secret, en Belgique, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen pour « *rébellion* » et « *sédition* ». Les autres ont été placés en détention préventive le 2 novembre. Ils seront, vendredi 1^{er} décembre, devant le juge pour demander leur mise en liberté conditionnelle. Quant aux chefs de file du PDeCAT et d'ERC, Carles Puigdemont et Oriol Junqueras, ils se présenteront séparément aux élections régionales du 21 décembre.

« *A chaque fois, nous avons repoussé la ligne de tranchée, assure un proche de M. Puigdemont, de retour d'une visite en Belgique. Nous avançons, même si c'est très lent. Et le 21 décembre, nous gagnerons et nous démontrerons que la mise sous tutelle ne suffit pas à éteindre l'indépendantisme.* » Cet espoir sonne comme le dernier coup de bluff d'un dirigeant déchu, que les sondages donnent loin derrière ses anciens alliés, même si les indépendantistes font la course en tête. ■

SANDRINE MOREL